

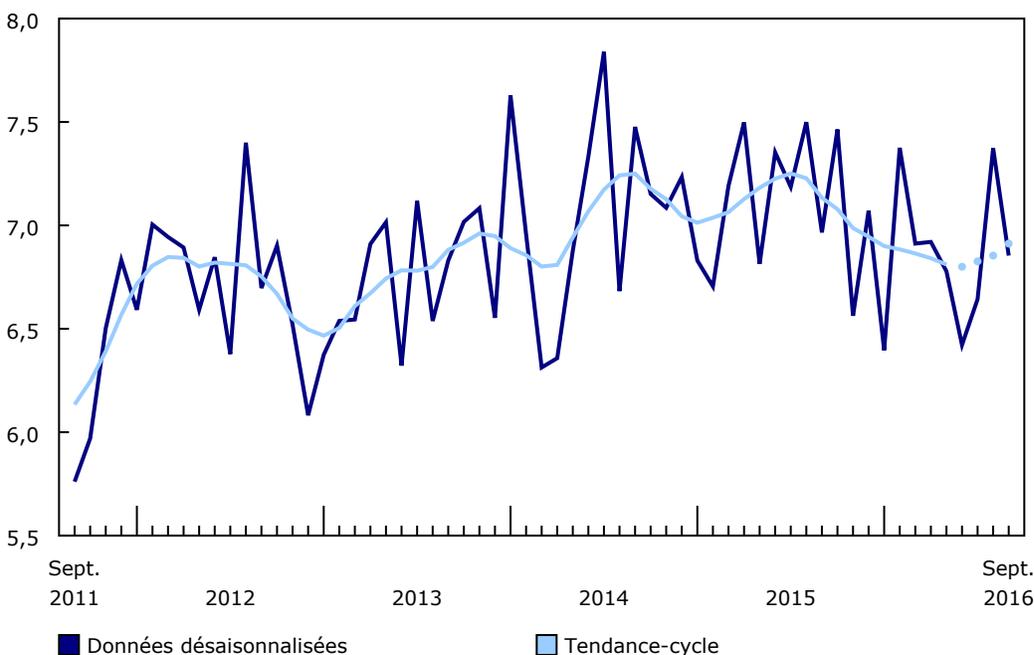
Permis de bâtir, septembre 2016

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mardi 8 novembre 2016

En septembre, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités s'est établie à 6,9 milliards de dollars, en baisse de 7,0 % par rapport à août, et les reculs les plus prononcés ont été observés au Québec, en Colombie-Britannique et en Ontario. La diminution globale est attribuable à une baisse des intentions de construction d'immeubles non résidentiels, principalement les immeubles à vocation commerciale.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Pour de plus amples renseignements, voir la note aux lecteurs.
Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

La valeur des permis de construction non résidentielle a fléchi de 22,3 % pour se chiffrer à 2,2 milliards de dollars en septembre, à la suite de deux augmentations mensuelles consécutives. Les trois composantes de la construction non résidentielle, soit commerciale, institutionnelle et industrielle, ont affiché des réductions, et les immeubles à vocation commerciale ont enregistré la baisse la plus prononcée. La valeur des permis de bâtir a diminué dans toutes les provinces à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador. Les reculs les plus notables ont été observés en Ontario et au Québec.

En revanche, dans le secteur résidentiel, la valeur des permis délivrés par les municipalités a crû pour un deuxième mois consécutif, en hausse de 2,6 % par rapport à août pour atteindre 4,6 milliards de dollars en septembre. Cette progression est en grande partie attribuable à la croissance des intentions de construction de logements multifamiliaux. Les hausses enregistrées en Ontario et en Alberta ont plus que contrebalancé les baisses observées dans six autres provinces.



Secteur non résidentiel : les immeubles à vocation commerciale affichent la plus forte baisse

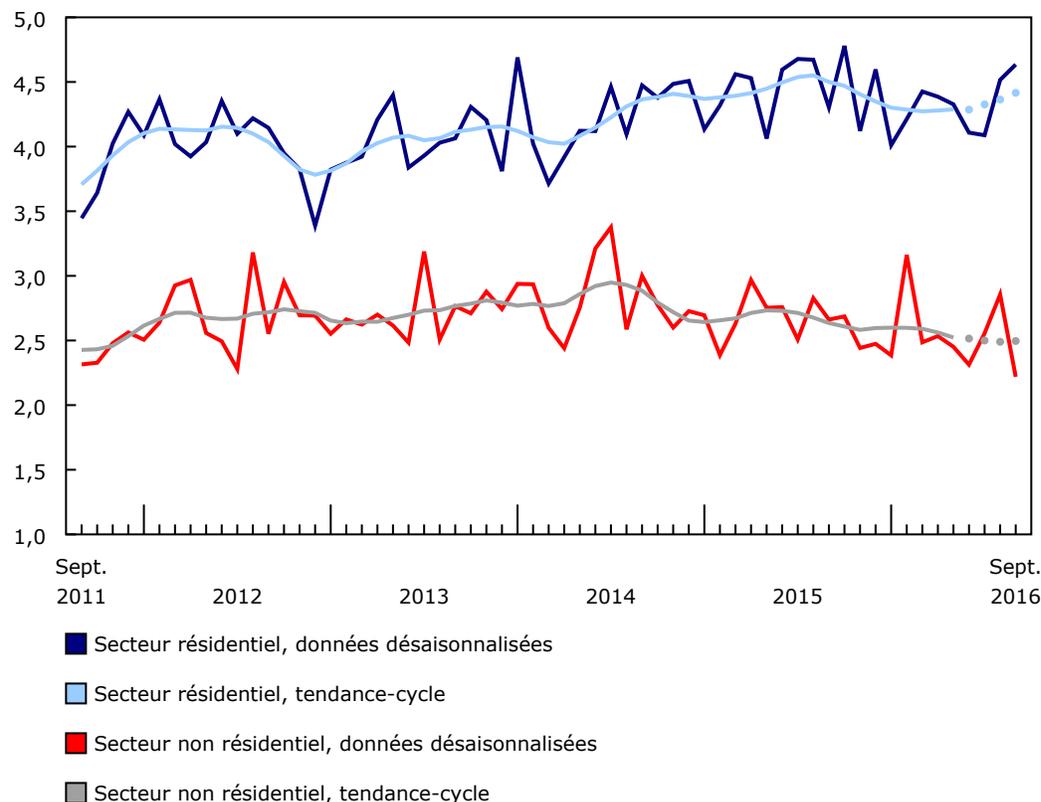
Après trois hausses mensuelles consécutives, les intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale ont fléchi de 20,8 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars en septembre, ce qui représente le recul le plus prononcé. Ce repli provient surtout d'un affaiblissement des intentions de construction de complexes de vente au détail et d'immeubles de bureaux. Toutes les provinces ont affiché des diminutions de la valeur des permis de construction, sauf Terre-Neuve-et-Labrador. L'Ontario a enregistré la plus forte baisse, suivi de loin de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

Dans la composante institutionnelle, la valeur des permis de bâtir a fléchi de 22,3 % pour s'établir à 636 millions de dollars en septembre. Ce recul s'explique par une diminution des intentions de construction d'universités et, dans une moindre mesure, de maisons de retraite. Sept provinces ont affiché des baisses, le Québec arrivant en tête et la Colombie-Britannique et l'Ontario venant loin derrière, aux deuxième et troisième rangs. En revanche, l'Alberta a affiché la hausse la plus marquée.

La valeur des permis de construction industrielle a fléchi de 27,1 % par rapport à août pour s'établir à 361 millions de dollars en septembre. Ce recul découle d'un affaiblissement des intentions de construction de bâtiments rattachés aux services publics, de gares et de bâtiments liés à l'entretien. Huit provinces ont affiché une baisse de la valeur des permis de construction industrielle, et l'Ontario, le Manitoba et l'Alberta ont connu les replis les plus prononcés. La Colombie-Britannique a enregistré la plus forte hausse.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Pour de plus amples renseignements, voir la note aux lecteurs.
Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Secteur résidentiel : les logements multifamiliaux affichent la plus forte hausse

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a connu la croissance la plus marquée, en hausse de 3,7 % pour se situer à 2,0 milliards de dollars en septembre. Il s'agit de la troisième augmentation mensuelle consécutive. Cette progression, principalement attribuable à une hausse des intentions de construction d'appartements locatifs, a été atténuée par un recul des intentions de construction d'appartements en copropriété. Les accroissements observés en Ontario et en Alberta ont plus que contrebalancé les baisses enregistrées dans six provinces, la plus marquée ayant été observée en Colombie-Britannique.

Dans la composante des logements unifamiliaux, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités s'est établie à 2,6 milliards de dollars en septembre, en hausse de 1,8 % par rapport à août. Six provinces ont contribué à cette progression, l'Ontario ayant enregistré la plus forte augmentation.

Les municipalités ont approuvé la construction de 17 104 nouveaux logements en septembre, ce qui représente une hausse de 2,5 % par rapport au mois précédent. Cette croissance est principalement attribuable aux logements multifamiliaux, dont le nombre a augmenté de 3,9 % pour atteindre 11 094 nouvelles unités. Les logements unifamiliaux ont affiché une légère hausse de 0,2 % pour s'établir à 6 010 nouvelles unités.

Provinces : le Québec, la Colombie-Britannique et l'Ontario affichent les reculs les plus prononcés

La valeur totale des permis de bâtir a diminué dans huit provinces en septembre, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Ontario venant en tête.

Au Québec, la valeur des permis de bâtir a diminué de 14,7 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars en septembre. Des baisses ont été observées dans toutes les composantes, à l'exception des logements unifamiliaux. Ce recul est principalement attribuable à l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à vocation institutionnelle.

En Colombie-Britannique, la valeur des permis a reculé de 13,3 % pour s'établir à 996 millions de dollars en septembre, ce qui représente une troisième baisse en quatre mois. La diminution des intentions de construction de logements multifamiliaux et, dans une moindre mesure, d'immeubles à vocation institutionnelle et commerciale est à l'origine de la réduction observée.

En Ontario, la valeur des permis a fléchi de 4,3 % pour s'établir à 3,0 milliards de dollars en septembre, après deux progressions mensuelles consécutives. Des diminutions ont été observées dans toutes les composantes non résidentielles, les immeubles à vocation commerciale venant en tête. La croissance des intentions de construction résidentielle, plus particulièrement les logements multifamiliaux, a contrebalancé en partie la baisse observée à l'échelle provinciale.

Par ailleurs, l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador ont affiché des hausses. En Alberta, la valeur des permis de bâtir a crû de 10,4 % pour se situer à 1,1 milliard de dollars en septembre. L'augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux et d'immeubles à vocation institutionnelle a plus que compensé les diminutions observées dans toutes les autres composantes. À Terre-Neuve-et-Labrador, la valeur des permis de bâtir a progressé de 39,6 %, après trois baisses mensuelles d'affilée. La croissance a été généralisée dans l'ensemble des composantes, mais les logements multifamiliaux ont été à l'origine de plus de la moitié de la hausse.

Régions métropolitaines de recensement : Montréal affiche la diminution la plus marquée

En septembre, la valeur totale des permis de bâtir a diminué dans 21 des 34 régions métropolitaines de recensement. Montréal a affiché le recul le plus marqué, suivie de Toronto et de Vancouver.

À Montréal, la valeur des permis de bâtir a fléchi de 36,5 % pour s'établir à 545 millions de dollars en septembre, après avoir crû de 69,5 % le mois précédent. Les intentions de construction ont diminué dans chaque composante, les immeubles à vocation institutionnelle et les logements multifamiliaux venant en tête.

À Toronto, la valeur des permis a reculé de 11,2 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars en septembre, après trois hausses mensuelles consécutives. Ce recul s'explique par un affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale et, dans une moindre mesure, d'immeubles à vocation industrielle.

À Vancouver, la valeur des permis de bâtir a diminué de 20,0 % pour s'établir à 521 millions de dollars en septembre, ce qui représente un troisième repli en quatre mois. Ce recul est le résultat de la baisse des intentions de construction de logements multifamiliaux et d'immeubles à vocation commerciale.

En revanche, à Hamilton, la valeur des permis a connu une quatrième hausse en cinq mois, atteignant 251 millions de dollars en septembre, ce qui représente plus du double de la valeur enregistrée en août. Cette augmentation est attribuable à la progression des intentions de construction de logements multifamiliaux, principalement les appartements en copropriété, et d'immeubles à vocation commerciale. La valeur des permis à Calgary a affiché une hausse de 28,6 %, qui s'explique en grande partie par une croissance des intentions de construction d'appartements locatifs.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir compte plus de 2 400 municipalités, lesquelles représentent 95 % de la population canadienne. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction ont peu d'incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées dans ce communiqué ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni les terrains.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Sauf avis contraire, les faits saillants font référence aux dollars courants désaisonnalisés et sont classés en fonction des variations en dollars plutôt que des variations en pourcentage.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à une révision qui est fondée sur les réponses reçues tardivement. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et pourraient même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Pour obtenir des renseignements sur les données des tendances-cycle, consultez le [Blogue de StatCan](#) et la page [Estimations de la tendance-cycle — Foire aux questions](#).

Prochaine diffusion

Les données des permis de bâtir d'octobre seront diffusées le 8 décembre.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada —
Données désaisonnalisées

	Septembre 2015	Juillet 2016	Août 2016 ^r	Septembre 2016 ^p	Août à septembre 2016	Septembre 2015 à septembre 2016
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 965,6	6 642,7	7 372,7	6 854,1	-7,0	-1,6
Résidentiel	4 303,3	4 087,9	4 516,2	4 634,8	2,6	7,7
Unifamilial ¹	2 377,0	2 401,8	2 559,6	2 605,9	1,8	9,6
Multifamilial	1 926,3	1 686,1	1 956,6	2 028,9	3,7	5,3
Non résidentiel	2 662,3	2 554,8	2 856,5	2 219,3	-22,3	-16,6
Industriel	500,1	431,1	494,8	360,6	-27,1	-27,9
Commercial	1 491,1	1 315,0	1 543,6	1 222,8	-20,8	-18,0
Institutionnel	671,1	808,8	818,1	635,8	-22,3	-5,3
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	17 024	15 627	16 679	17 104	2,5	0,5
Unifamilial ¹	5 663	5 839	5 998	6 010	0,2	6,1
Multifamilial	11 361	9 788	10 681	11 094	3,9	-2,4

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableaux CANSIM [026-0006](#) et [026-0010](#).

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire — Données désaisonnalisées

	Septembre 2015	Juillet 2016	Août 2016 ^r	Septembre 2016 ^p	Août à septembre 2016	Septembre 2015 à septembre 2016
	millions de dollars			variation en %		
Canada	6 965,6	6 642,7	7 372,7	6 854,1	-7,0	-1,6
Résidentiel	4 303,3	4 087,9	4 516,2	4 634,8	2,6	7,7
Non résidentiel	2 662,3	2 554,8	2 856,5	2 219,3	-22,3	-16,6
Terre-Neuve-et-Labrador	57,5	38,2	30,7	42,8	39,6	-25,5
Résidentiel	39,4	27,9	24,9	34,0	36,5	-13,6
Non résidentiel	18,1	10,3	5,7	8,8	53,2	-51,5
Île-du-Prince-Édouard	21,8	21,9	22,8	16,2	-28,8	-25,6
Résidentiel	12,1	11,1	11,9	9,8	-18,4	-19,2
Non résidentiel	9,7	10,8	10,8	6,5	-40,2	-33,5
Nouvelle-Écosse	112,7	87,3	112,2	83,8	-25,3	-25,6
Résidentiel	76,7	56,2	80,3	56,6	-29,5	-26,2
Non résidentiel	36,0	31,1	31,9	27,3	-14,6	-24,3
Nouveau-Brunswick	63,9	66,7	92,0	66,5	-27,7	4,1
Résidentiel	32,9	29,6	49,5	36,2	-26,9	10,1
Non résidentiel	31,0	37,1	42,5	30,3	-28,6	-2,2
Québec	1 106,9	1 123,6	1 376,1	1 173,4	-14,7	6,0
Résidentiel	677,1	759,4	736,8	706,5	-4,1	4,3
Non résidentiel	429,8	364,2	639,3	466,9	-27,0	8,6
Ontario	2 579,0	2 898,0	3 125,6	2 990,8	-4,3	16,0
Résidentiel	1 723,9	1 753,8	1 985,5	2 158,9	8,7	25,2
Non résidentiel	855,1	1 144,2	1 140,1	831,9	-27,0	-2,7
Manitoba	216,1	236,7	262,3	199,8	-23,8	-7,5
Résidentiel	125,4	130,4	110,1	105,7	-3,9	-15,7
Non résidentiel	90,7	106,3	152,2	94,1	-38,2	3,8
Saskatchewan	303,7	162,4	150,2	143,1	-4,7	-52,9
Résidentiel	79,0	91,4	80,4	88,1	9,6	11,6
Non résidentiel	224,7	71,0	69,7	55,0	-21,1	-75,5
Alberta	1 421,4	995,0	1 014,3	1 120,0	10,4	-21,2
Résidentiel	796,9	531,8	563,2	672,0	19,3	-15,7
Non résidentiel	624,5	463,1	451,1	447,9	-0,7	-28,3
Colombie-Britannique	1 064,7	998,3	1 148,9	995,8	-13,3	-6,5
Résidentiel	731,3	688,2	862,4	757,8	-12,1	3,6
Non résidentiel	333,5	310,1	286,5	238,0	-16,9	-28,6
Yukon	7,7	5,1	25,3	8,9	-64,9	15,0
Résidentiel	3,9	4,5	6,5	5,6	-13,0	43,2
Non résidentiel	3,8	0,7	18,8	3,2	-82,8	-14,5
Territoires du Nord-Ouest	9,9	5,7	9,9	11,0	10,8	11,1
Résidentiel	4,5	0,4	4,6	1,6	-65,3	-63,9
Non résidentiel	5,4	5,3	5,2	9,3	78,2	73,4
Nunavut	0,3	3,8	2,5	2,0	-22,8	654,1
Résidentiel	0,2	3,1	0,0	2,0	...	748,7
Non résidentiel	0,0	0,7	2,5	0,0	-100,0	-96,6

r révisé

p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.**Source(s)** : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement — Données désaisonnalisées¹

	Septembre 2015	Juillet 2016	Août 2016 ^r	Septembre 2016 ^p	Août à septembre 2016	Septembre 2015 à septembre 2016
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	5 464,0	5 105,2	5 817,7	5 250,2	-9,8	-3,9
St. John's	35,1	22,5	16,3	22,1	35,6	-37,0
Halifax	64,9	36,9	61,6	36,1	-41,5	-44,4
Moncton	22,3	20,9	33,7	19,4	-42,6	-12,9
Saint John	12,7	9,6	24,4	9,3	-61,9	-26,8
Saguenay	19,4	31,4	19,1	24,5	28,4	26,5
Québec	86,1	156,4	102,5	109,3	6,6	27,0
Sherbrooke	54,4	20,0	35,1	33,3	-5,1	-38,8
Trois-Rivières	15,0	20,0	27,9	26,1	-6,2	74,6
Montréal	559,1	506,0	857,5	544,8	-36,5	-2,6
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	285,6	391,4	285,9	279,9	-2,1	-2,0
Partie Gatineau	42,9	45,6	27,4	87,8	220,8	104,5
Partie Ottawa	242,7	345,8	258,5	192,1	-25,7	-20,9
Kingston	17,7	13,9	14,1	49,1	246,9	177,0
Peterborough	23,3	15,8	19,2	18,0	-6,7	-22,8
Oshawa	97,5	49,4	74,8	39,5	-47,2	-59,5
Toronto	1 256,5	1 509,3	1 660,1	1 474,1	-11,2	17,3
Hamilton	127,6	77,2	124,7	251,3	101,5	97,0
St. Catharines–Niagara	72,2	57,1	59,5	93,1	56,4	28,9
Kitchener–Cambridge–Waterloo	93,2	118,5	117,7	99,4	-15,5	6,7
Brantford	19,7	13,3	10,8	8,6	-20,3	-56,4
Guelph	30,6	19,5	30,1	60,0	99,6	96,0
London	86,8	104,9	189,5	98,4	-48,1	13,4
Windsor	34,8	54,9	54,2	40,7	-25,0	16,8
Barrie	46,7	36,1	49,8	27,0	-45,7	-42,1
Grand Sudbury	21,5	18,9	13,2	16,2	22,8	-24,8
Thunder Bay	10,2	13,4	8,1	19,9	144,7	94,6
Winnipeg	138,0	190,6	205,3	141,4	-31,1	2,5
Regina	81,5	76,8	45,8	48,0	4,7	-41,1
Saskatoon	115,3	55,2	72,2	64,4	-10,8	-44,2
Calgary	553,6	354,0	378,1	486,3	28,6	-12,2
Edmonton	639,0	358,2	372,2	365,6	-1,8	-42,8
Kelowna	66,6	72,2	62,2	102,2	64,4	53,6
Abbotsford–Mission	19,1	11,5	39,5	29,0	-26,7	51,7
Vancouver	679,4	576,4	651,6	521,2	-20,0	-23,3
Victoria	78,7	93,1	101,0	92,4	-8,6	17,4

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [026-0001](#) à [026-0008](#) et [026-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Le numéro de septembre 2016 de la publication *Permis de bâtir* ([64-001-X](#)) paraîtra bientôt.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Monia Bergeron au 613-286-5152 (monia.bergeron@canada.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.